

EXTRAIT DU REGISTRE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers
En exercice : 14
Présents : 12
Votants : 14

Pour : 14
Contre : 0
Abstention : 0

1^{er} Adjoint

Renaud BERGER

3^{ème} Adjoint

Yves PRUNET

4^{ème} Adjoint

Michèle FORCE

Conseillers municipaux

Bertrand VALIORGUE

Franck CHARRAS

Alice BELLAND

Benoît NARCE

Odile PUECH

Martine CHABANON

Laurent GAYTE

Noël CHAPON

Alexandra PINEL

Henri JOUMEL

L'an deux mil treize le 23 mai

Le Conseil Municipal de la commune de Loudes
s'est réuni sous la présidence de **Monsieur Jean-Claude EYRAUD** -
Maire -

Date convocation : 16 mai 2013

Présents : **M. Mmes Alice BELLAND ; Martine CHABANON ; Odile PUECH ; Renaud BERGER ; Michèle FORCE ; Henri JOUMEL ; Laurent GAYTE ; Benoît NARCE ; Noël CHAPON ; Franck CHARRAS ; Alexandra PINEL** - Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Bertrand VALIORGUE procuration Jean-Claude EYRAUD ; Yves PRUNET procuration Michèle FORCE
Secrétaire : Martine CHABANON

KNUM ACA1501302 LPV

CA FK

12/06/2015 14:29:00

Objet : Droit de préemption urbain (DPU)

**Aménagement espace -
Urbanisme**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

L'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé d'instituer, sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future, telles quelles sont définies au plan, un droit de préemption urbain (DPU).

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Décide d'instituer un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur l'ensemble des zones urbaines (zones « U ») et des zones à urbaniser (zones « AU ») délimitées au PLU.
- Donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L 2122 -22 du Code Général des collectivités territoriales.
- Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et qu'une mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département.
- Dit qu'une copie de la présente délibération sera adressée :
 - à Monsieur le préfet,
 - à Monsieur le directeur départemental des finances publiques,
 - à Monsieur le président du conseil supérieur du notariat,
 - à la chambre départementale des notaires,
 - au barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance,
 - au greffe du même tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption, ainsi que l'affectation définitive de ces biens, sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré le 23 mai 2013

**Le Maire de Loudes
Jean-Claude EYRAUD**

